

Lénaig Bredoux , Directrice éditoriale de Médiapart

3 mai 2024, place de la République

Tous les articles des journaux de la Commune, autour de ce sujet, la liberté de la presse, et que vous venez de lire, montrent à quel point ces débats de l'époque sont aujourd'hui si actuels dans le contexte étouffant où nous sommes plongés.

Ce qui se passe ces tout derniers jours, et je n'avais pas prévu de dire cela aujourd'hui, et même ces dernières heures, est tout à fait édifiant et symbolique du climat ambiant. Il y a d'abord le harcèlement sexiste et raciste que subit ma consœur Nassira El Moaddem, au coeur d'opération tout à fait classique de ce qui se passe aujourd'hui, c'est à dire ciblée par des attaques concertées, par du cyber-harcèlement, orchestrées par l'extrême droite, et ouvertement exprimées sur le plateau d'une chaîne de télévision du groupe Bolloré. Les campagnes de ces dernières semaines, ces derniers mois, contribuent à rendre la politique médiatique absolument insupportable.

Et voici aussi que des sanctions se profilent contre Guillaume Meurice, à France Inter, puisqu'il est menacé d'être licencié par la chaîne qui l'emploie depuis des années pour une blague, qu'on juge drôle ou pas drôle, ce n'est pas le sujet, qui n'enfreint aucune règle de la liberté d'expression, de la liberté de la presse. C'est bien de cela dont nous parlons aujourd'hui.

Ce climat montre à quel point il est important de rappeler la qualité des luttes du temps de la Commune pour mettre en évidence la tâche qui reste devant nous ; qui chaque jour semble plus lourde et difficile à porter. Nous nous trouvons en un temps et un niveau de délitement intellectuel et démocratique qui permet à l'extrême droite de décider désormais des contours de la liberté d'expression, avec souvent l'assentiment, il faut bien le dire et le regretter, du gouvernement, ce qui doit nous inquiéter.

Dans ce climat étouffant, on se trouve face à un silence et une apathie extrêmes. Je vais ainsi parler du milieu qui est le mien, c'est à dire la presse, où les réactions d'indignation sont largement insuffisantes face à cette situation ; où la mobilisation des rédactions quand elles le peuvent, celle des patronnes et patrons de presse, sont encore largement insuffisantes contre ces attaques envers la liberté de la presse, contre le droit de savoir. Parce que des droits des journalistes à exercer leur métier, découle celui du droit de savoir pour toutes et tous, citoyennes et citoyens. C'est bien de l'accès à l'information dont on parle.

Dans ce contexte très inquiétant, la liberté de la presse, la liberté d'expression, ces principes fondamentaux, deviennent des exceptions. Dans le débat public, nous sommes alors soulagés de

voir des figures morales surgir dans le débat public, soulagés de les entendre rappeler, énoncer des évidences, tant celles-là sont aujourd'hui remises en question.

Il ne s'agit pas d'être défaitiste, il faut aller toujours plus loin, et rappeler encore et toujours, à la suite de la Fédération internationale des journalistes, des syndicats tels le SNJ et le SNJ CGT, ou d'autres encore, la nécessité absolue des droits et de l'indépendance des rédactions. La bataille de l'indépendance de la presse est cruciale. L'aventure journalistique de Médiapart, « mon » journal, ne doit pas être une exception, ne doit pas servir de bonne conscience par sa seule existence, ne doit pas permettre de dire que par sa seule existence les conditions de la presse seraient donc respectées. C'est faux. Chaque jour, des journalistes dans d'autres rédactions se battent pour cette indépendance. D'autres rédactions, d'autres entreprises de presse essayent de surnager, de survivre dans ce contexte alarmant, celui d'une orchestration politique menée par l'extrême droite qui vise à imposer le silence.

Une fois dit cela, nous avons du boulot pour retrouver un chemin plus joyeux.